

Franc-parler

Le journal de l'Union démocratique du centre

Feuille de signatures
Signez maintenant l'**initiative SSR!**

Juin 2022

Stop à l'explosion démographique en Suisse

Page 3



Initiative SSR : 200 ans par an, ça suffit !

Pages 8-9



Rapatrions notre argent de l'étranger !

Page 15



SANS PLOMB 95
2.24

SANS PLOMB 98
2.22

DIESEL
2.22

L'État nous arnaque de plus de 90 cts. par litre !

Baissons les taxes sur l'essence !

L'UDC se bat pour faire baisser le prix de l'essence

La classe moyenne et les entreprises souffrent de la hausse conséquente des prix des carburants. L'UDC s'engage résolument pour un allègement de ces derniers ; elle est le seul vrai parti de droite.

Les prix de l'essence et du diesel ont explosé. Un litre coûte désormais plus de 2 francs. Les colonnes dans les stations affichent même parfois jusqu'à 2.40 francs, c'est une réalité en nombre d'endroits. Pour beaucoup de familles et de petites entreprises, le seuil de la douleur a été franchi, surtout pour les populations des régions rurales qui dépendent de la mobilité individuelle motorisée. L'UDC se bat résolument pour alléger significativement cette charge pesant sur la classe moyenne ; la différence doit pouvoir être perceptible dans le porte-monnaie.

Mettre un terme à la cupidité de l'Etat

Environ 90 centimes par litre d'essence reviennent à l'Etat, en raison de différentes taxes. Dès lors, l'UDC demande, par le biais de plusieurs interventions parlementaires, que la Confédération renonce, temporairement du moins, à une partie de ces recettes.

L'Etat ponctionne les automobilistes deux à trois fois : en effet, en plus de l'impôt sur les huiles minérales, il exige un supplément d'impôt sur les

huiles minérales et encaisse, non sans une certaine insolence, la TVA sur le carburant même mais également sur les taxes susmentionnées. En clair, la Confédération prélève des impôts sur les impôts ! C'est tout bonnement inacceptable.

Où sont les présidents du Centre et du PLR ?

L'UDC est la seule à se battre en ce sens. Je me demande dès lors où sont les autres partis « de droite » lorsqu'il s'agit d'alléger la charge fiscale des citoyens. Le président du Centre Gerhard Pfister préfère se profiler en prônant l'idée saugrenue d'un nouvel impôt pour les « profiteurs de guerre ». Que dire aussi du PLR, dont le président Thierry Burkart préside aussi l'association des véhicules utilitaires Astag ? Au regard de leur inaction, je me demande vraiment quels intérêts défendent donc les chefs des autres partis « de droite », mais ce ne sont certainement pas les intérêts des consommatrices et des consommateurs.

Même notre voisin allemand (qui n'est pas ré-

puté pour être un paradis fiscal) a réagi et a substantiellement baissé le prix de l'essence. L'Italie a baissé le prix à la pompe de 30 centimes par litre et la France a également réduit conséquemment la charge fiscale. Il est désormais subitement devenu moins cher de faire le plein à l'étranger. Les exploitants des stations-services des régions frontalières comme le Tessin ou Genève le ressentent, avec des conséquences négatives sur les recettes et les perspectives d'emploi. En tant que parti de la classe moyenne, l'UDC continue à se battre activement pour alléger la charge fiscale qui pèse sur les particuliers et sur les entreprises. Voilà la vision que je défends en tant que président. Nous voulons une politique pour les citoyennes et les citoyens, c'est pourquoi nous sommes le seul vrai parti de droite.



Marco Chiesa

Conseiller aux Etats et président de l'UDC Suisse



Stop à l'immigration de masse !

Une Suisse à 10 millions d'habitants ? Cela sera bientôt une réalité, avec des conséquences désastreuses pour notre beau pays. L'UDC prépare dès lors une série de contre-mesures et parmi elles, une nouvelle initiative populaire.



par Manuel Strupler
Conseiller national
Weinfelden (TG)

Nous nous approchons à grands pas d'une Suisse à 10 millions d'habitants. Ces dernières années, 88'000 personnes supplémentaires par an sont arrivées en Suisse, ce qui correspond à la ville de Lucerne... Chaque année !

La démesure est explicite lorsque l'on se compare avec l'Allemagne ; notre voisin dispose d'un territoire presque 10x plus grand que le nôtre. Toutefois, depuis l'an 2000, la population allemande n'a augmenté que de 1.3%, soit 0.9 million de personnes. La petite Suisse, quant à elle, a connu une augmentation d'1,5 million de personnes, soit 21% de sa population, sur la même période ! Et cela principalement en raison d'une immigration de masse incontrôlée.

L'idée d'une Suisse à 10 millions d'habitants me terrifie et je ne veux pas léguer à mes enfants une Suisse bétonnée. La guerre en Ukraine renforce encore davantage l'immigration ; cette année seulement, plus de 200'000 personnes pourraient potentiellement venir dans notre pays.

La propriété devient inaccessible

Cet afflux migratoire apporte bien plus de problèmes que d'avantages. Nous devons de plus en plus aménager notre beau paysage. Il devient également de plus en plus difficile de nourrir la population en toute sécurité, alors que la surface de

production agricole diminue. Nous n'aurons également bientôt plus assez d'électricité pour toutes les personnes qui vivent chez nous et nous avons du mal à gérer la mobilité publique et privée : il y a toujours plus d'embouteillages sur les routes et de bousculades dans les trains.

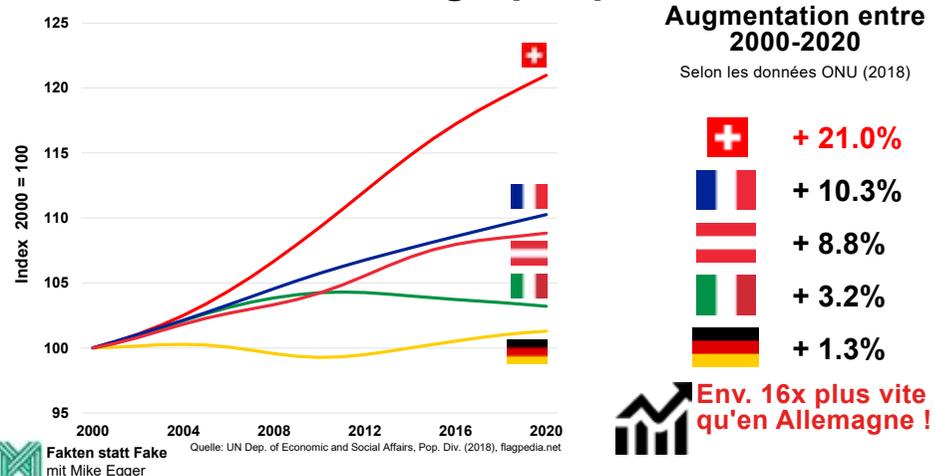
L'afflux migratoire permanent entraîne également une hausse constante des prix des terrains et de l'immobilier. De moins en moins de Suissesses et de Suisses peuvent s'offrir un logement. Bien évidemment, les loyers augmentent aussi de façon conséquente. Nous avons aussi besoin de plus en plus de forces de polices et d'au-

Les immigrés veulent aussi l'AVS

La pénurie de main-d'œuvre qualifiée ne se résoudra pas par l'immigration. Elle s'aggravera même, car c'est le serpent qui se mord la queue. Plus l'immigration est importante, plus il faut de personnes pour y faire face et la contenir : écoles, hôpitaux, Etat social, construction, infrastructures, etc.

L'immigration ne résout pas non plus le problème de l'AVS ; en effet, les immigrés vieillissent eux aussi et ont droit à la retraite. Ces droits doivent-ils à nouveau être « résolus » par davantage d'immigration ? A long terme, ce n'est pas une stratégie viable pour notre beau pays !

Comparaison de l'augmentation démographique



Fakten statt Fake mit Mike Egger

Quelle: UN Dep. of Economic and Social Affairs, Pop. Div. (2018), flagpedia.net

L'explosion démographique de la Suisse au cours des 20 dernières années est sans comparaison avec les pays voisins. Plus de deux fois plus vite qu'en France, 16 fois plus vite qu'en Allemagne ! L'immigration démesurée doit être stoppée.

torités judiciaires pénales pour garantir la sécurité ; il est en effet prouvé que la grande criminalité augmente avec l'immigration. De nouvelles infrastructures doivent être mises en place dans le social, la santé et les transports. Le trop grand nombre d'enfants de langue étrangère dans les écoles primaires fait baisser le niveau global et le français devient alors une langue étrangère.

L'immigration de masse nuit à la Suisse et à sa population et c'est pourquoi l'UDC étudie des variantes pour éviter l'effondrement du pays. Une initiative populaire pour un frein à la croissance démographique est l'une de ces variantes, dans l'intérêt de notre belle Suisse, de nos enfants et de nos petits-enfants, pour un avenir sûr et libre !

La Suisse est passée de pays modèle à pays « en voie de développement »

Il y a quelques années encore, la Suisse était considérée comme une référence en matière de politique énergétique sûre, bon marché et respectueuse de l'environnement. En un battement de cil, elle s'est muée en pays en voie de développement. La politique irresponsable de la gauche rose-verte doit être corrigée de toute urgence.



par Christian Imark
Conseiller national
Fehren (SO)

En termes de politique énergétique, la Suisse se retrouve sans tête et sans stratégie. Dans le cadre de l'initiative pour la sortie du nucléaire, la gauche rose-verte a affirmé en 2016 que la Suisse pouvait « immédiatement » et sans inconvénient se passer de l'énergie nucléaire. Si l'initiative avait été acceptée, la Suisse se serait immédiatement catapultée dans un néant énergétique. Peu de temps après, une majorité du centre-gauche a promis une sortie du nucléaire pour un prix dérisoire, via la

l'époque des conséquences sous-estimées. Même la population a toujours refusé la sortie du nucléaire. Grâce à l'alliance d'idéologues politiques et de profiteurs de l'Etat, ce projet a toutefois pu réunir une majorité. La politique énergétique de la gauche était « parfaite ».

La gauche empêche la décarbonisation

La Stratégie énergétique 2050 était à peine en place qu'une tempête médiatique sans précédent sur le climat et la décarbonisation a suivi, faisant passer les objectifs de la stratégie Leuthard pour une douche froide, à peine 2 ans après leur entrée en vigueur. Même le Conseil fédéral a dû l'admettre : la Stratégie énergétique 2050 a échoué. La pénurie d'électricité en hiver ne peut pas être comblée sans de nouvelles centrales à gaz, pouvait-on lire au début de cette année. La gauche rose-verte applaudissait et voyait d'ores et déjà deux autres

verte a alors pris un nouveau virage, demandant une sortie accélérée du pétrole et du gaz. L'ironie du sort : c'est précisément la Stratégie énergétique de la gauche qui empêche une décarbonisation rapide.

Lors de la campagne dans le cadre de la votation sur la Stratégie énergétique 2050, cette dernière était présentée comme « sûre, propre et suisse ». Ces promesses se sont révélées être l'exact contraire. Jamais l'approvisionnement du pays n'a été aussi incertain qu'aujourd'hui. Les prix ont massivement augmenté, menaçant la classe moyenne et l'économie. Depuis l'annonce de la sortie du nucléaire, jusqu'à aujourd'hui, la Suisse a perdu 11 précieuses années au cours desquelles la production d'électricité en période hivernale n'a pas significativement augmenté. Pour la gauche rose-verte, les coupables sont toujours les autres, ce alors qu'ils sabordent tous les projets d'extension.

Les profiteurs et les lobbyistes tirent les ficelles dans l'arrière-boutique

Cette façon de faire de la politique n'est non seulement pas sérieuse, mais aussi négligente et nuisible pour la Suisse. Au lieu de parler de « bonnes conditions-cadres », nous parlons aujourd'hui de rationnement de l'électricité et de mesures d'urgence. La politique énergétique de gauche est influencée par des profiteurs et des lobbyistes qui tirent les ficelles dans l'arrière-boutique et placent des hommes de paille politiques pour relayer leur propagande. Des discussions qui devraient ainsi être menées de manière technique sont dominées par des politiciens « sous-exposés », pour reprendre les mots du rédacteur en chef du Sonntagsblick. Il est clair que les partisans de l'actuelle politique énergétique sont de plus en plus nerveux et usent d'expressions fortes dans leur désarroi, maintenant qu'ils commencent eux aussi à réaliser que leurs promesses partent en fumée.



L'aveuglement idéologique en matière de politique énergétique a dangereusement affaibli la Suisse. L'abandon précipité de l'énergie nucléaire nous a fait perdre onze précieuses années.

« Stratégie énergétique 2050 » de l'ancienne Conseillère fédérale Doris Leuthard (Le Centre /ex-PDC). Les critiques dénonçaient déjà à

centrales nucléaires fermées. Mais ces objectifs gaziers à peine formulés par le Conseil fédéral, la guerre a éclaté en Ukraine. La gauche rose-

Seul celui qui est en mesure de se défendre est en sécurité !

Depuis la chute du mur de Berlin, la Suisse s'est payé le luxe de réduire ses dépenses militaires au point que notre capacité à nous défendre fait aujourd'hui défaut. Pendant des années, l'UDC s'est battue contre cette tendance, hélas sans succès. Aujourd'hui toutefois, les temps ont commencé à changer.



par Werner Salzmann
Conseiller aux Etats
Mülchi (BE)

A plusieurs reprises, les électeurs se sont prononcés en faveur de l'armée. Les initiatives pour la suppression de l'armée, sa réduction de moitié ou encore l'abrogation de l'obligation de servir ont été rejetées. Pourtant, le Parlement, lui, n'a cessé de réduire la taille de l'armée, argumentant qu'il suffisait de maintenir la compétence de la défense. Depuis 1990, les dépenses militaires ont été continuellement réduites, passant de 15.7% à 6.8% des dépenses annuelles de la Confédération en 2019. En 1990, 1.34% du PIB était encore investi dans notre armée ; en 2019, ce pourcentage n'était plus que de 0.67%. Après la chute du bloc soviétique, une majorité du Parlement a cru que la paix mondiale avait été pratiquement atteinte. Les acquisitions de matériel ont été reportées et des lacunes en termes de capacité défensive ont commencé à apparaître.

Le réveil brutal du rêve d'une paix mondiale

L'annexion de la Crimée aurait déjà pu résonner comme un avertissement. Ce n'est toutefois qu'avec la guerre en Ukraine que le réveil fut brutal : une guerre, sur sol européen, avec des armes d'infanterie, des chars, de l'artillerie et des avions de combat, tout cela au XXIe Siècle ! La dernière réforme intitulée « Développement de l'armée » (DEVA) n'est pas encore achevée et nous constatons déjà que les finances allouées ne suffisent pas à garantir un équipement complet. Le Parlement s'est enfin réveillé et veut à nouveau augmenter le budget de l'armée, à 1% d u PIB d'ici 2030, ce qui constitue une

étape importante, voire même nécessaire pour que l'armée dispose d'un équipement complet des structures existantes et obtienne une sécurité de planification pour le renouvellement des systèmes.

Comblent les lacunes en termes de capacités défensives : une priorité

Les menaces actuelles se caractérisent par une multitude d'acteurs et de formes de conflits. Pour déstabiliser un Etat et l'asservir, tous les moyens sont bons : pression diplomatique, harcèlement commercial, propagande, désinformation, cyberattaques, forces d'opérations spéciales non-identifiés ou combattants mercenaires. Par ailleurs, l'utilisation directe de la force armée conventionnelle reste une réalité, y compris en Europe. Ce constat nous fait prendre conscience des principales lacunes de notre armée en termes de capacités défensives.

L'artillerie actuelle est obsolète, trop petite et ne peut appuyer suffisamment les troupes au sol. Les 6 bataillons de chars ne

sont pas entièrement équipés de chars de combat opérationnels. La conduite du feu doit être réintroduite au sein des divisions territoriales. En outre, l'équipement personnel des militaires doit être amélioré aussi rapidement que possible ; il faut notamment des gilets pare-balles pour tous, comme l'a clairement démontré la guerre en Ukraine.

En sus, l'acquisition des avions de combat modernes F-35A et du système de défense so-air « Patriot » doit permettre de combler d'importantes lacunes dans la protection de notre espace aérien ainsi que dans la capacité de combat au sol. Avec l'acquisition supplémentaire des mortiers 16, approuvée par le Conseil des Etats, les formations mécanisées seront entièrement équipées.

Il appartient désormais au Parlement de donner la priorité à la défense nationale. Nous pouvons partir d'un principe qu'une majorité sous la Coupole a enfin reconnu que l'UDC avait, une fois de plus, raison dans son analyse de la situation.



Aucune autre institution fédérale n'a autant été contrainte de réduire ses coûts au cours des 20 dernières années que l'armée suisse. Moins de 1% du PIB est consacré à la défense nationale. C'est bien trop peu pour assurer la sécurité des Suisses.

Denrées alimentaires : notre assiette en danger !

La guerre en Ukraine engendre une crise alimentaire qui impacte notre pays. Mais ce n'est pas la seule raison pourquoi la production indigène de denrées alimentaires est menacée. Avec sa politique agricole hasardeuse, notre Conseil fédéral mise sur les importations et la dépendance de l'étranger plutôt que sur la production locale ! A Berne, vos parlementaires UDC luttent...



par Pierre-André Page
Conseiller national
Châtonnaye (FR)

Aujourd'hui déjà, la moitié du contenu de nos assiettes provient de l'importation. Une situation que la crise engendrée par la guerre en Ukraine va encore renforcer. Nous devons donc tout entreprendre afin de pou-

aussi, il fait fi de la récente votation populaire sur l'initiative sur la sécurité alimentaire – largement plébiscitée (78,7%) par nos concitoyens et concitoyennes.

Au cours de ces trente dernières années, notre pays a enregistré la perte de très nombreuses terres agricoles, environ 8,5 ha par jour : des terrains consacrés à la construction de logements et d'infrastructures en réponse à la croissance de la population suisse. Ces terrains ne sont, aujourd'hui, plus disponibles pour l'agriculture !

compenser ses engrais de ferme par des engrais chimiques beaucoup plus coûteux !

Autre menace, la question des terres. Le Conseil fédéral exige des agriculteurs suisses qu'ils consacrent, dès 2024, 3,5% de surfaces écologiques supplémentaires aux terres ouvertes (les sols les plus fertiles de Suisse) dès 2024. Une mesure à laquelle il est urgent de surseoir...

Produire des denrées alimentaires ne se fait pas d'un coup de baguette magique... Il faut des plants, des graines, les mettre en terre puis attendre plusieurs mois de maturation... Il est donc indispensable de prendre des mesures rapidement : le temps de la nature n'attend pas le temps des décisions politiques ! Nous devons donc, aussi vite que possible, par exemple,

- remplacer les 3'500 hectares consacrés à des jachères ou autres bandes culturales extensives par des cultures qui assurent la production de denrées alimentaires ;
- autoriser à nouveau l'utilisation des protéines animales parfaitement adaptées à la volaille ou aux porcs ;
- stimuler et encourager la production de céréales panifiables, d'oléagineux, de pommes de terre, de divers légumes ou autres betteraves à sucre ;
- et surtout, mettre à la disposition du monde agricole, les moyens financiers nécessaires pour assurer ces mesures.



Alors que l'ONU évoque une des plus graves crises alimentaires de l'histoire récente, le Conseil fédéral veut sacrifier 10'000 hectares de terres cultivables en Suisse ! Les denrées alimentaires qui ne sont pas produites en Suisse doivent être importées à des prix élevés. C'est un non-sens !

voir garantir une marge suffisante pour notre auto-provisionnement et donc offrir à notre population des denrées alimentaires de qualité et de proximité. Voyez-vous, si en matière d'approvisionnement énergétique, notre Gouvernement souhaite réduire sa dépendance de l'étranger – ce qui est juste, en matière d'agriculture il fait l'inverse ! Et surtout

La réduction de l'utilisation d'engrais de 20% voulue par le Conseil fédéral est une menace. Car cette réduction, qui ne peut être atteinte qu'avec une réduction massive du nombre d'animaux – qui produisent des engrais de ferme – serait désastreuse pour les prairies suisses. Le Conseil fédéral fait la sourde oreille... alors que le paysan devrait

Au travers de nombreuses actions parlementaires, vos députés UDC s'emploient aujourd'hui à faire bouger un Conseil fédéral plutôt décevant qui, pour l'heure, prive de nombreuses familles paysannes de leur avenir entrepreneurial préférant développer la dépendance de notre pays vis-à-vis de l'étranger. Triste... et dangereux pour notre assiette !

Non à un Eldorado migratoire en Suisse

Le statut de protection S pour les réfugiés ukrainiens ne doit être appliqué que temporairement. La gauche veut pourtant étendre ces prestations à toutes les catégories d'asile. Nous devons mettre un terme à ces velléités.



par Michaël Buffat
Conseiller national
Vuarrens (VD)

La plupart des demandeurs d'asile sont des réfugiés économiques et devraient donc quitter la Suisse. Toutefois, le Secrétariat d'Etat aux migrations (SEM), qui statue sur les demandes, poursuit depuis des années une autre politique. En effet, le taux de reconnaissance des demandes d'asile des réfugiés est de 34.7%. Le taux de protection des personnes « admises à titre provisoire » s'élève même à 59.1%. En clair, 6 demandeurs d'asile sur 10 peuvent rester légalement en Suisse pour toujours et bénéficient de prestations telles que le système scolaire, le système de santé et la sécurité sociale. Avec le statut de protection S, introduit pour la première fois par le Conseil fédéral, une autre catégorie a été créée qui fera longtemps encore l'objet de tensions politiques, ce même si la guerre en Ukraine devait être terminée.

Les réfugiés sur un pied d'égalité avec les autochtones

Les milieux de gauche et les ONG s'offusquent depuis des années de la distinction faite entre les réfugiés et les « personnes admises à titre provisoire », ce en raison de la Convention de Genève sur les réfugiés, introduire après la Deuxième Guerre mondiale. Les personnes dont la vie ou l'intégrité physique est menacée doivent recevoir une protection et être assimilées à la population locale, en vertu du droit international. Selon le SEM, près de 70% des Erythréens sont reconnus comme « réfugiés ». Idem pour les personnes en provenance de Turquie. Les personnes prove-

nant de régions en guerre comme la Syrie (85%) ou l'Afghanistan (84%) ne sont pas reconnues comme réfugiés, mais tout de même admises à titre provisoire. En tant que personnes déplacées par la guerre, elles ne tombent pas automatiquement sous le coup de la Convention de Genève relative au statut de réfugié, mais, comme on ne peut pas envisager qu'elles retournent chez elles, elles sont « admises provisoirement ». Ces personnes ont moins de privilèges que les réfugiés « reconnus ». Le tableau suivant nous permet d'y voir plus clair :

	Réfugiés reconnus	Personnes admises à titre provisoire	Statut de protection S
Procédure d'asile	Oui, 50 jours en moyenne	Oui, 50 jours en moyenne	Aucune, papiers disponibles en quelques jours
Aide sociale	Selon la CSIAS, comme les autochtones	Réduite (-40%)	Réduite (-40%)
Assurance maladie	Oui, comme les autochtones	Oui, comme les autochtones	Oui, comme les autochtones
Droit de travailler	Oui	Oui	Oui
Regroupement familial	Oui, immédiatement	Au plus tôt après 3 ans, si pas dépendant de l'aide sociale	Oui, immédiatement
Libre choix du logement	Oui	Non	Oui, mais limité
Voyage dans le pays d'origine	Non	Non	Oui
Liberté de voyager	Oui, mais limité	Non, sauf cas exceptionnels	Oui
Droit au permis de séjour	Oui	Après 5 ans, demande de cas de rigueur	Après 5 ans, automatique
Forfait d'intégration	1x CHF 18'000.- par personne	1x CHF 18'000.- par personne	1x CHF 3'000.- par personne en 2022. Et après ?

Pas d'offre « all-inclusive »

En raison de la guerre en Ukraine, le Conseil fédéral a, pour la première fois, décidé d'activer le statut de protection S pour les personnes en provenance d'Ukraine. Dès lors, ces personnes ne font pas l'objet d'une procédure d'asile ; elles bénéficient d'avantages considérables par rapport aux personnes admises à titre provisoire et c'est justement cela qui se transforme en munition pour la gauche et les ONG. Du point de vue de l'égalité de traitement, il est assez

difficile d'argumenter pourquoi certaines personnes peuvent disposer de certains privilèges et pas d'autres. Il est dès lors d'autant plus important pour la Suisse de revenir aussi vite que possible à son système d'asile et que le statut de protection S ne soit appliqué que de manière temporaire et limitée dans le temps. En outre, le système Schengen-Dublin est suspendu depuis des mois. La pression sur la Suisse s'en trouve une fois encore fortement augmentée. Les personnes originaires d'Ukraine peuvent ainsi fuir vers les pays voisins, puis immigrer malgré tout

en Suisse et obtenir un statut de protection S. Il n'est donc pas étonnant qu'un million de personnes se soient déjà réfugiés en Moldavie, mais qu'entre-temps, seules 100'000 personnes en quête de protection s'y trouvent encore. Nous devrions donc nous recentrer sur l'essentiel, ce dans toute notre politique d'asile ; au lieu d'étendre les privilèges, nous devons les réduire. La Suisse doit accorder sa protection aux personnes qui en ont besoin, mais il ne faut pas confondre cela avec une offre « all inclusive ».

« Aucun autre pays au monde n'impose une

L'initiative SSR « 200 francs, ça suffit ! » est lancée. Le conseiller national Thomas Matter nous explique comment cette dernière soulage les particuliers et les entreprises et pourquoi la feuille de signatures ci-jointe doit être signée et envoyée aujourd'hui encore.

Monsieur Matter, la récolte de signatures pour l'initiative SSR « 200 francs, ça suffit ! » a commencé. Dans quelle mesure les charges pour les citoyens seraient allégées si cette initiative était acceptée ?

Aujourd'hui, tous les habitants de la Suisse doivent payer 365.- francs par an de redevance obligatoire pour la radio et la télévision, ce qu'ils consomment ou non les offres de la SSR-SRG. En cas d'acceptation de l'initiative, ils ne devraient payer plus que 200 francs. De plus, toutes les entreprises dont le chiffre d'affaires est supérieur à 500'000.- francs doivent aujourd'hui payer cette redevance obliga-

raison supplémentaire de réduire conséquemment le montant de la redevance SSR-SRG, ce d'autant plus qu'il existe (fort heureusement) des alternatives en Suisse, à savoir d'excellentes offres du secteur privé en termes de médias imprimés et on-line.

La SSR-SRG produit une masse de contenus conséquente sur laquelle les stations privées ne peuvent pas forcément s'aligner en termes de quantité. Quelle est la mission principale de la SSR-SRG et comment peut-on la cantonner à cette mission ?

La SRF (et la RTS) se distinguent régulièrement par leur parti-pris politique. L'exemple le plus récent est l'attaque contre le président du groupe parlementaire UDC Thomas Aeschi par le présentateur de l'émission « Arena » Sandro Brotz (ndt : « Arena » est l'équivalent de l'émission « Infra-rouge » sur la SRF). L'initiative SSR « 200 francs, ça suffit ! » peut-elle mettre un terme à ces dérapages de gauche ?

Notre Constitution fédérale stipule ce qui suit à la radio et à la télévision : « Elles présentent les événements de ma-



toire ; si l'initiative devait être acceptée, toutes les entreprises seraient exonérées de toute redevance.

En comparaison internationale, où se situe la Suisse en termes de redevance obligatoire indépendante des appareils de réception ?

Il est prouvé qu'il n'existe aucun autre pays au monde qui exige des redevances obligatoires aussi élevées. C'est une

Le mandat principal de la SSR-SRG consiste uniquement à fournir un service de base à la population en termes de politique, d'éducation, de culture et de divertissements dans les diverses régions de notre pays. Conformément à la Constitution, la SSR-SRG devrait tenir compte de la position et des rôles des médias privés. Le moyen le plus efficace donc de réduire la taille de la SSR-SRG, est de réduire ses recettes liées à la redevance : 200 francs, ça suffit !

nière appropriée et expriment la diversité des opinions de façon adéquate. » Pourtant, les inclinaisons vers la gauche ont été démontrés par des études scientifiques. Une étude soutenue par le Fonds national a notamment démontré que 70% des collaborateurs de la SSR-SRG se considèrent comme politiquement de gauche. Dans les rédactions à caractère politique, ce chiffre est nettement plus élevé encore. L'initiative « 200 francs, ça suffit ! » est un moyen de

redevance obligatoire aussi élevée. »

faire au moins reculer ce pouvoir politique des chaînes de la SSR-SRG.

Une feuille de signatures est jointe au présent numéro du « Franc Parler ». Pour conclure, veuillez nous dire en trois phrases pourquoi il est absolument nécessaire de signer cette initiative aujourd'hui encore.

L'initiative SSR allège la charge de tous les contribuables et libère toutes les entreprises de la redevance obligatoire. Les fournisseurs privés de radio et de télévision recevront toutefois au moins la même part qu'aujourd'hui. En outre, l'initiative atténue financièrement une anomalie, à savoir, le fait que les jeunes doivent payer pour une offre SSR-SRG qu'ils ne consomment plus depuis longtemps. Toutes ces raisons sont bonnes pour signer aujourd'hui encore l'initiative « 200 francs, ça suffit ! » et renvoyer la feuille sans attendre.

Initiative SSR :

**SIGNEZ
MAINTENANT !**

Comment bien faire les choses en 5 étapes ?

1. Saisir la feuille de signatures
2. Indiquer la commune politique du domicile.
3. Indiquer le prénom, le nom, la date de naissance et l'adresse, puis signer.
4. Si une autre personne vit avec vous, proposez-lui également d'indiquer son prénom, son nom, sa date de naissance et son adresse, puis de signer.
5. Une fois que toutes les personnes de votre ménage ont signé l'initiative, déposez la feuille de signatures dans une boîte postale.



Thomas Matter, conseiller national (ZH).

UDC proche de vous



Rendez-vous à un forum parlementaire et rencontrez vos parlementaires fédéraux en personne :

Canton d'Argovie



Conseiller aux Etats Hansjörg Knecht
20.06.2022; 19:30
Gasthof Schützen, Aarau



Conseiller national Alois Huber
18.06.2022; 11:00
Gasthof Adler, Birmenstorf



Conseiller national B. Giezendanner
Pas de rencontre prévue



Conseiller national Thomas Burgherr
20.06.2022; 19:30
Gasthof Schützen, Aarau



Conseillère nationale S. Heimgartner
18.06.2022; 11:00
Gasthof Adler, Birmenstorf



Conseiller national Andreas Glarner
20.06.2022; 19:30
Gasthof Schützen, Aarau/
21.06.2022; 19:00
Grüne Bode, Berikon



Conseillère nationale Martina Bircher
21.06.2022; 19:00
Grüne Bode, Berikon



Canton d'Appenzell Rhodes-E.



Conseiller national David Zuberbühler
22.06.2022; 20:00
Brauerei BoFo, Herisau (www.bofo.ch)
avec M. Egger et L. Reimann



Canton de Fribourg



Conseiller national Pierre-André Page
28.06.2022; 19:30
Cave de Corcelles, Corcelles-près-Payerne (VD)
avec M. Buffat, J.-P. Grin et J. Nicolet



Conseillère nationale A. Geissbühler
24.06.2022; 19:00
Waldhaus Wuhl, Utzigen



Conseillère nationale N. Umbricht Pieren
Pas de rencontre prévue



Conseiller aux Etats Werner Salzmann
Pas de rencontre prévue

Canton de Berne



Conseiller national Andreas Aebi
21.06.2022; 20:00
Markthalle, Burgdorf



Conseiller national Erich Hess
24.06.2022; 19:00
Schützenhaus Almeli, Bellmund



Conseiller national Erich von Siebenthal
Pas de rencontre prévue



Conseiller national Albert Rösti
29.06.2022; 20:00
Hotel Adler, Dorfstrasse 36, Sigriswil



Conseiller national Lars Guggisberg
Pas de rencontre prévue



Conseiller national Andreas Gafner
20.08.2022; 09:30
Rossberg b. alter Säge, Oberwil

Canton de Bâle-Campagne



Conseiller national Thomas de Courten
28.06.2022; 19:30
Allmend-Allee, Gelterkinden



Conseillère nationale Yvette Estermann
18.06.2022; 09:00
Treffpunkt: Vor dem Rathaus, Luzern



Conseillère nationale S. Sollberger
28.06.2022; 19:30
Allmend-Allee, Gelterkinden



Conseiller national Franz Grüter
17.06.2022; 20:00 - Firma "alltec AG
rollende Werkstatt", Gorgen 2, Giswil (OW) / **28.06.2022; 19:00** -
Alterswohnheim Meierhöfli, Eicher-
strasse 21, Sempach



Canton de Genève



Conseillère nationale Céline Amaudruz
Pas de rencontre prévue



Conseiller national Yves Nidegger
Pas de rencontre prévue

Canton de Nidwald



Conseiller national Peter Keller
18.06.2022; 09:30
Restaurant Schlüssel, Hergiswil



Canton d'Obwald



Conseillère nationale Monika Rüegger
17.06.2022; 20:00
Firma "alltec AG rollende Werkstatt",
Gorgen 2, Giswil



Canton des Grisons



Conseillère nationale
Magdalena Martullo-Blocher
17.06.2022; 19:00
Hof Swen Roth, Baschärstrasse 27, Vilters



Canton de Soleure



Conseiller national Christian Imark
21.06.2022; 20:00
Restaurant Ochsen, Neuendorf



Conseiller national Walter Wobmann
21.06.2022; 20:00
Restaurant Ochsen, Neuendorf



Canton de Schaffhouse



Conseiller aux Etats Hannes Germann
10.06.2022; 19:30
Wiigärtli, Im Leuen 3, Altdorf



Conseiller national Thomas Hurter
10.06.2022; 19:30
Wiigärtli, Im Leuen 3, Altdorf



Canton de Schwyz



Conseiller national Marcel Dettling
Pas de rencontre prévue



Conseiller national Pirmin Schwander
Pas de rencontre prévue



Conseiller aux Etats Alex Kuprecht
Pas de rencontre prévue



Canton du Tessin



Conseiller aux Etats Marco Chiesa
02.06.2022; 20:00
Auditorio dell' Università della Svizzera italiana (USI), Lugano



Conseiller national Piero Marchesi
02.06.2022; 20:00
Auditorio dell' Università della Svizzera italiana (USI), Lugano



Canton de Vaud



Conseiller national Michaël Buffat
28.06.2022; 19:30
Cave de Corcelles, Corcelles-près-Payerne
avec P.-A. Page



Conseiller national Jean-Pierre Grin
28.06.2022; 19:30
Cave de Corcelles, Corcelles-près-Payerne
avec P.-A. Page



Conseiller national Jacques Nicolet
28.06.2022; 19:30
Cave de Corcelles, Corcelles-près-Payerne
avec P.-A. Page



Canton de Saint-Gall



Conseillère nationale Esther Friedli
18.06.2022; 10:00
Landgasthaus Sonne, Haus der Freiheit,
Wintersberg, Ebnet-Kappel



Conseiller national Lukas Reimann
22.06.2022; 20:00
Brauerei BoFo, Herisau (AR)
(www.bofo.ch)
avec D. Zuberbühler



Conseiller national Roland Rino Büchel
30.06.2022; 20:30
Winzerhof Weber, Schlossweg 4, (bei
Schloss Blatten), Oberriet



Conseiller national Mike Egger
21.06.2022; 20:00 - Wittenbach/
22.06.2022; 20:00 - Brauerei BoFo,
Herisau (AR) (www.bofo.ch)
avec D. Zuberbühler



Canton de Thurgovie



Conseillère nationale Diana Gutjahr
04.07.2022; 20:15
Restaurant Brauhaus Sternen, Frauenfeld



Conseillère nationale Verena Herzog-Schläpfer
04.07.2022; 20:15
Restaurant Brauhaus Sternen, Frauenfeld



Conseiller national Manuel Strupler
04.07.2022; 20:15
Restaurant Brauhaus Sternen, Frauenfeld



Conseiller aux Etats Jakob Stark
04.07.2022; 20:15
Restaurant Brauhaus Sternen, Frauenfeld



Canton de Valais



Conseiller national Jean-Luc Addor
Pas de rencontre prévue



Conseiller national Michaël Graber
Pas de rencontre prévue



Canton de Zoug



Conseiller national Thomas Aeschi
21.06.2022; 19:30
SeminarHotel, Seestrasse 10
Unterägeri



Canton de Zurich



Conseiller national Mauro Tuena
25.06.2022; 18:00
SVP-Stand Dorffest Niederhasli,
Niederhasli



Conseillère nationale Therese Schläpfer
24.06.2022; 18:00
SVP-Stand Dorffest Niederhasli,
Niederhasli



Conseiller national Thomas Matter
25.06.2022; 14:00
SVP-Stand Dorffest Niederhasli,
Niederhasli



Conseiller national Alfred Heer
24.06.2022; 18:00
SVP-Stand Dorffest Niederhasli,
Niederhasli



Conseiller national Roger Köppel
02.06.2022; 20:00
Auditorio dell' Università della Svizzera italiana (USI), Lugano
avec M. Chiesa et P. Marchesi



Conseiller national Martin Haab
22.06.2022; 19:30
Cafe Casino, Affoltern a/Albis



Conseiller national Benjamin Fischer
11.09.2022; 10:00
SVP-Stand Dielsdorfer Gewerbeschau,
Dielsdorf



Conseiller national Bruno Walliser
25.06.2022; 11:00
SVP-Stand Dorffest Niederhasli,
Niederhasli



Conseillère nationale B. Steinemann
29.08.2022; 17:00- Dorfchilbi, SVP
Pizzazelt, Lindau / **10.09.2022; 19:00**-
Dorffest Seuzach, Seuzach



Conseiller national Gregor Rutz
04.07.2022; 19:00
Kantine am Eggä,
Gustav Maurer-Strasse 10, Zollikon



Assurer les rentes, Assurer l'avenir

AVS²¹ OUI



NOUVELLE
PEUGEOT
308
HYBRID



Véhicule illustré: Nouvelle PEUGEOT 308 GT Pack HYBRID 225 e-EAT8, émissions de CO₂ (cycle mixte WLTP): 33 g/km, consommation (cycle mixte WLTP): 1.4 l/100 km, classe d'efficacité énergétique: A. PEUGEOT recommande Total Energies.

IMPRESSUM

FRANC-PARLER | FRANC-PARLER est une publication de l'Union démocratique du centre UDC | Edition : 5'500 | Éditeur et rédaction: Stiftung SVP-Parteizeitung, Generalsekretariat, Postfach, 3001 Bern | Tél. : 031 300 58 58 | Fax : 031 300 58 59 | franc-parler@udc.ch | www.udc.ch | Crédits photos: UDC Suisse, Goal AG, VBS/DDPS, Mike Egger, initiative SSR, Services du Parlement 3003 Berne, Unsplash.com

Assurer les rentes des générations futures

L'AVS fait face à un défi de financement. Cette assurance sociale fondamentale a été instaurée en 1948 mais cela ne veut pas dire que sa pérennité est garantie. Il faut redonner à l'AVS une stabilité financière suffisante pour lui permettre de verser les rentes qu'on ne saurait déceimment baisser.



par Céline Amaudruz
Conseillère nationale
Vice-présidente UDC
Suisse, Genève (GE)

Aujourd'hui, la Suisse fait face à un défi majeur, celui d'assurer la pérennité de l'AVS. La pyramide des âges s'étant inversée au fil du temps, cette assurance peine à assurer son financement. Lors du versement des premières rentes en 1948, l'espérance de vie à la naissance était en moyenne de 67.3 ans. En 2020, elle a atteint 81 ans chez les hommes et 85.1 ans chez les femmes en Suisse. Nous ne pouvons que nous en réjouir.

La population vieillit et la génération baby-boom atteint l'âge de la retraite. C'est pourquoi le financement du premier et du second pilier n'est plus garanti. Le nombre de rentiers sera doublé en Suisse dans les trente prochaines années : il passera de 1,5 à 2,6 millions. En 1970, cinq actifs cotisaient encore pour un rentier, ils ne sont plus que trois actuellement.

Sans réforme, les retraites sont menacées

Les personnes qui ont cotisé toute leur vie ont droit à voir leur retraite assurée, ce qui sans réforme de l'AVS n'est pas possible. Sans réforme, l'AVS affichera d'ici 2030 un déficit de financement pouvant atteindre 26 milliards de francs. Par ailleurs, depuis l'introduction de la prévoyance professionnelle obligatoire en 1985, le rendement annuel moyen réel des avoirs de caisse de pension s'élevait à 3,6%. Un rendement qui n'est que de 2,8% en moyenne depuis 2008. Pour un trentenaire cela fait

13% de moins de capital de prévoyance à la retraite.

En tant que femme, je soutiens l'harmonisation de l'âge de référence entre hommes et femmes à 65 ans dans l'AVS et la prévoyance professionnelle obligatoire, en étant parfaitement consciente que cela représente un effort. J'estime que l'égalité des sexes constitue un enjeu majeur pour moi sur de nombreux points. En matière d'égalité salariale, sur la place de la femme dans les entreprises et pour la défense des victimes de violences conjugales, il reste

Les femmes ne sont pas les victimes de la réforme

Non, la réforme AVS 21 ne se fait pas « sur le dos des femmes » qui en seraient les « victimes », comme aime à le répéter la gauche. Des mesures de compensation sont aussi prévues par la réforme AVS 21 pour les femmes dites de la génération transitoire, notamment sous forme de suppléments de rente.

Nous sommes tous attachés à nos assurances sociales et à l'AVS en



Le système de prévoyance suisse, avec ses trois piliers, est l'un des plus performants au monde. L'AVS y joue un rôle central, mais son financement est menacé et, avec lui, toutes les rentes auxquelles les retraités ont droit. C'est pourquoi la réforme proposée est nécessaire.

beaucoup à faire afin de parvenir à une situation satisfaisante. Ce que les femmes demandent est légitime et ces combats méritent d'être soutenus. Mais il faut avoir le courage de ses opinions et ne pas considérer cette égalité homme-femme comme un menu à la carte, c'est-à-dire applicable dans certains domaines et pas dans d'autres.

particulier qui reste le principal pilier de la prévoyance vieillesse et survivants en Suisse, mais cet attachement ne suffit malheureusement pas à garantir leur pérennité, à la différence de la réforme AVS 21 qui permettra de garantir le financement de l'AVS jusqu'en 2030 tout en maintenant le niveau des rentes.



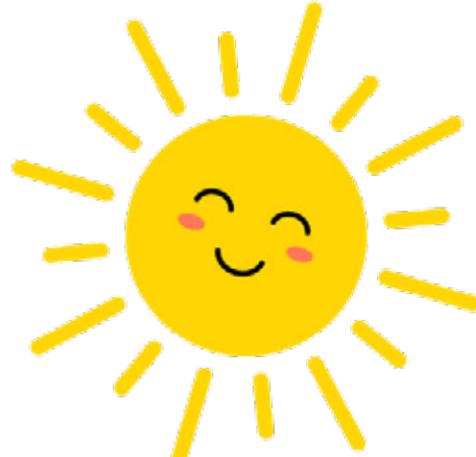
**QUALITÉ
SUISSE**

UDC

Pour une Suisse forte

*Achetez maintenant
les produits UDC sur
le shop en ligne.*

Rendez-vous sur www.udc.ch



**Votre annonce ici
dans Franc-parler
dès le prochain
numéro.**

Plus d'informations sur
www.udc.ch

BEAUTIFUL FAST CARS

JAGUAR I-PACE 100 % ÉLECTRIQUE



Faire un essai sur route maintenant !
jaguar.ch

L'AUBE D'UNE NOUVELLE ÈRE
LE NOUVEAU
RANGE ROVER



ABOVE & BEYOND

Découvrez dès maintenant sur landrover.ch

Rapatrions notre argent de l'étranger !

Ces dernières années, beaucoup d'argent des contribuables s'est envolé vers l'étranger en raison d'une récupération fastidieuse de l'impôt anticipé en Suisse, bloquant les revenus trop longtemps. Pourtant, cet argent appartient à la Suisse. Récupérons-le en modifiant la loi sur l'impôt anticipé !



par Thomas Aeschi
Conseiller national et
président du groupe
UDC, Baar (ZG)

Les chiffres parlent d'eux-mêmes : lors des dernières décennies, de moins en moins de titres ont été émis en Suisse. Rien qu'au cours des 12 dernières années, le volume des emprunts nationaux a été divisé par deux. De plus en plus de recettes fiscales, d'emplois et de cotisations de sécurité sociale partent année après année à l'étranger.

Le problème est simple : l'impôt anticipé sur les revenus des emprunts suisses. Ce dernier rend en effet l'émission d'obligations en Suisse peu attractive. De nombreux investisseurs étrangers pourraient certes demander le remboursement de

l'impôt anticipé (qui se monte à 35%) impactant les revenus des emprunts suisses. Toutefois, la charge bureaucratique est conséquente. De plus, les investisseurs ne peuvent disposer des revenus de leurs obligations tant que le remboursement n'a pas été effectué. Tout cela rend l'investissement dans les obligations suisses peu attractif. Ces deux obstacles font que de plus en plus d'obligations d'entreprises suisses sont émises à l'étranger.

D'autres pays ont agi depuis longtemps ; le Luxembourg, par exemple, n'exige plus aucun impôt anticipé sur les emprunts, il émet 190x plus d'emprunts que la Suisse par rapport à son PIB et en profite dès lors en conséquence, en termes de recettes fiscales, d'emploi et de cotisations aux assurances sociales. Si la Suisse n'agit pas maintenant, davantage de recettes fiscales encore partiront à l'étranger ; et si les taux d'intérêt augmentent, ce processus ne fera que s'accélérer.

Les recettes fiscales augmentent de plusieurs milliards

Pour résoudre cette problématique, le Conseil fédéral et le Parlement ont décidé de modifier la loi fédérale sur l'impôt anticipé de manière ciblée. Le renforcement du marché des capitaux étrangers permet de ramener la création de valeur en Suisse. Aujourd'hui, plus de la moitié des émissions d'emprunts des entreprises suisses se fait à l'étranger en raison des obstacles précédemment mentionnés. Si la Suisse parvenait à enrappatrier ne serait-ce qu'un quart sur son territoire, cela représenterait 115 milliards de francs ; il en résulterait une augmentation des recettes fiscales. Après 5 ans déjà, la Confédération pourrait tabler sur des recettes supplémentaires de l'ordre de 350 millions de francs par an.

L'UDC, le PLR, le Centre et les Vert'libéraux soutiennent le projet

La modification de la loi sur l'impôt anticipé en vaut la peine, car nous ramè-nons en Suisse l'argent que nous avons perdu à l'étranger. Au Parlement, l'UDC, le PLR, le Centre et les Vert'libéraux ont soutenu le projet.

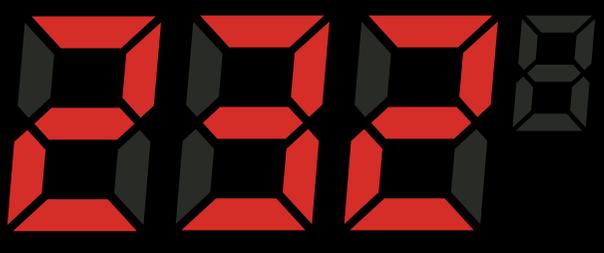
La modification de la loi sera soumise au vote du peuple le 25 septembre. Il faut saisir cette opportunité ! Vous aussi, votez OUI à la modification de la loi sur l'impôt anticipé !



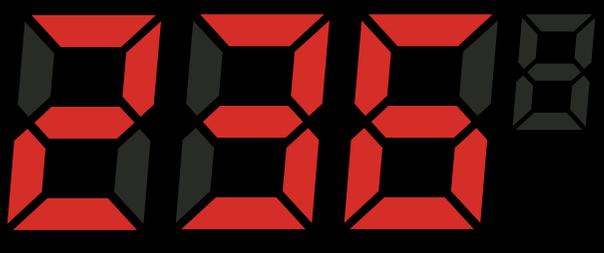
SANS PLOMB 95



SANS PLOMB 98



DIESEL



**L'État nous
arnaque de
plus de**

**90 cts. par
litre !**

Maintenant !

**Baissions les taxes
sur l'essence !**

Soutenez le combat de l'UDC pour une
baisse des prix des carburants : **udc.ch !**

www.udc.ch

